

[Economie](#)

## **Interview exclusive sur les mesures économiques : Al Kitenge : « Le gouvernement n'a pas décidé de la diminution des prix. Il a plutôt essayé de comprendre ce qui se passe effectivement dans la construction d'un prix de vente».**



By [Rédaction Géopolis Hebdo](#)

Posted on 1 juillet 2021



## Comments



***Dans les jours qui viennent, les prix des produits surgelés et ceux des billets d'avions vont sensiblement diminuer. C'est ce qu'a annoncé le gouvernement Sama Lukonde lors du neuvième Conseil des Ministres. Ces décisions prises par l'exécutif national ont été accueillies avec joie par la Ligue des Consommateurs du Congo et suscitent des débats. En tant que média, Geopolis Forum a décidé d'aller au fond de cette question pour offrir un débat rationnel et un débat de fond sur ces mesures.***

Invité dans le cadre de l'émission « Droit à la Parole » pour parler de ce sujet, le stratège et analyste Al Kitenge s'est donné à cœur ouvert et a révélé sa position par rapport à ces mesures relativement révolutionnaires du gouvernement congolais qui tient aussi mordicus à inverser la tendance générale sur les importations. Ci-dessous, lisez l'intégralité de cette interview exclusive;

***William Albert Kalengay (WAK)***

Monsieur Al Kitenge, merci d'avoir répondu à notre invitation. Pour vous présenter, vous êtes l'auteur d'un ouvrage qui circule comme des petits pains. L'ouvrage, c'est « La sine qua non pour déraciner la corruption ». C'est donc le titre de votre ouvrage. Nous y reviendrons un tout petit peu vers la fin. Mais nous vous avons appelé parce que vous êtes stratège.

Vous avez un regard scruté sur les questions économiques du pays. Et puis surtout parce que nous attendons de vous un débat objectif. Je vais aussi dire aux téléspectateurs que nous allons essayer d'y aller progressivement pour que vous aussi vous puissiez se faire une idée. De quoi s'agit-il ?

Il s'agit bel et bien de la décision du gouvernement et des deux réactions officielles.

La première, c'est celle de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) qui s'est inscrite en faux par rapport à cette décision du gouvernement. Et la FEC a dit que cette décision n'a pas pris en compte la situation d'exploitation et viole même le contexte de l'environnement des affaires en RDC. Mais avant qu'on arrive à la FEC, revenons d'abord vers vous.

Personnellement, comment avez-vous accueilli cette décision du gouvernement ?

***Al Kitenge (AK)***

Merci Willy pour l'invitation. Je crois que nous sommes en train d'arriver à la fin du bal des chauves. Vous savez que nous vivons dans un pays où l'information est en grande partie cachée. Et aujourd'hui, de suite d'une crise politique devenue une crise commerciale, on est obligé de rentrer dans la donnée et l'information économique. Et là, on va bien découvrir plus que ce que nous avons vu jusqu'à présent. Par exemple, on va s'apercevoir qu'on est plus victime d'un commerce triangulaire institutionnalisé : vous achetez un produit à un point A et vous êtes facturé à un point B. Ces pratiques ont été révélées même dans un rapport du Ministère des Finances publié en 2013. Et bien entendu, toutes ces pratiques procèdent du fait qu'il y a un conflit permanent d'intérêt de nos opérateurs politiques qui font de l'économie. Et en ce moment-là, ils ne vont savoir là où il faut être. Est-ce du côté de la rigueur de l'État ou de la sauvegarde des intérêts ? Nous sommes dans une situation où un certain nombre d'erreurs tactiques et stratégiques ont été commises parce que nous sommes dans une situation malheureuse et d'une espèce de monopole de fait. Dans notre pays, on a entre 3 et 5 opérateurs. Importateurs des grands renoms. Bien que tous teintés de même couleur politique, certains ne sont pas congolais qui commencent malheureusement à s'amuser avec le commerce comme un instrument politique. Ça, c'est une erreur. Et je crois simplement que ça nous amène à une rigueur importante d'un peuple, celle de différencier l'affaire de l'État et les affaires privées.

***WAK***

Avec cette analyse, on peut vous reprocher d'avoir une vision politique de la question économique.

***AK***

On appelle cette approche « la politique économique ». C'est-à-dire que lorsque vous faites de la politique économique, vous vous rendez compte à un moment donné que vous êtes en mesure de juger sur des faits qui ne sont pas purement économiques, commerciaux et même politiques. Je pense qu'il est ici très important de comprendre ce qui s'est passé. Dans un passé récent, on a vu dans la presse alternative toutes les mamans qui criaient sur ce qui s'est réellement passé y compris des biens de base. Et qui ont été multiplié par double ou par trois. Ça, c'est de la communication politique qui a malheureusement éveillé l'intérêt du politique pour arriver de comprendre cette réalité d'où elle vient. Et quand on s'aperçoit que dans la guerre commerciale, la bataille économique commence à apparaître comme une véritable arme, je crois que c'est là bas qu'il se pose le vrai problème. Et c'est pourquoi aujourd'hui, il y a des gens qui commencent à s'agiter. Ce qui doit être vu n'est pas encore ressorti.

***WAK***

Essayons de récapituler un peu le fait. Sur base de quoi le gouvernement a-t-il décidé de cette diminution des prix ?

**AK**

Non. Le gouvernement n'a pas décidé de la diminution des prix. Le gouvernement a essayé de comprendre ce qui se passe effectivement dans la construction d'un prix de vente, il y a ce qu'on appelle le prix complet (prix d'acquisition, prix d'acheminement, coût opérationnel, le prix de transport et autres). À partir du moment où les citoyens s'inquiètent sur les prix des œufs et autres produits, l'État a le devoir de se poser la même question et de vérifier. En s'apercevant qu'il se passe quelque chose de bizarre après vérification, l'État décide de se mettre autour d'une table avec les opérateurs économiques pour être en mesure d'identifier le vrai problème et de se remettre sur ce qu'on appelle l'équité. Et toute la question est de savoir, nous avons comme choix le modèle économique libéral, ça ne veut pas dire l'économie de la jungle. Et ça ne veut pas dire aussi une économie où les uns ont une pression sur les autres.

**WAK**

Par rapport à la décision du gouvernement, la FEC a dans sa réaction dit que le gouvernement a violé l'article 6 de la loi 18/020 du 09 juillet 2020 relative à la liberté des prix et la concurrence en ce que les prix et les services sont librement fixé par ceux qui en font l'offre sous réserve bien entendu du contrôle à priori. Or dans ce que nous avons suivi, le gouvernement a dit qu'il a élagué un certain nombre d'éléments qui font que les prix atteignent les prix que nous avons pratiqués. Qu'est-ce que ça veut dire ? Il a élagué sur les taxes ou sur ses bénéfices ? Il faut que le peuple comprenne ce que le gouvernement a fait pour que les autres se sentent obligés de diminuer leur prix ?

**AK**

La FEC dit que la liberté de fixation de prix est déterminée par deux choses : la loi de l'offre et de la demande et la libre concurrence. Nous sommes malheureusement dans une situation où il n'y a plus de libre concurrence du tout. Je l'ai dit à l'entrée. Nous sommes dans une situation de monopole de fait. Lorsque vous regardez la nature et le comportement d'un certain nombre des opérateurs économiques qui dominent le marché, vous allez vous rendre compte que la notion de concurrence est complètement détruite. A partir du moment où la concurrence est détruite, il y a ce qu'on appelle la dominance du dominant. Et à partir de cette situation, l'État doit entrer en jeu et être en mesure de dire qu'il y a des choses à régler. C'est la première des choses. Et la deuxième, lorsque vous faites le commerce, vous avez l'obligation d'avoir ce qu'on appelle l'équité. Donc, vous êtes là pour gagner de l'argent et non pour voler de l'argent. Et il est important que la transparence soit acceptée. Je ne crois pas qu'il soit de droit de qui que ce soit y compris de la FEC de penser qu'il ne doit pas être transparent. Aujourd'hui, toute la question est de dire qu'il faut rétablir la confiance entre les commerçants qui se trouvent être membres de la FEC et les consommateurs qui se trouvent être les citoyens congolais. C'est pourquoi je ne les appelle pas consommateurs. Moi, je préfère le terme consom-acteur. Le consom-acteur doit être intelligent et capable de se poser la question : qu'est-ce que j'achète et à combien ? Et ça, c'est quelque chose qu'il faut absolument mettre dans la tête des Congolais désormais. Et je crois simplement qu'on a sous-estimé le consom-acteur parce qu'on l'a toujours considéré comme des consommateurs passifs. Aujourd'hui, il commence à poser des questions et à interroger tout le monde. Vous savez qu'avec l'avènement de l'Internet aujourd'hui, les gens peuvent comparer et comprendre en temps réel tout ce qui se passe dans le monde entier. Et je crois que le consommateur congolais est entrain de devenir intelligent et actif.

**WAK**

Monsieur Al Kitenge, je peux comprendre que la FEC protégeant ses propres acquis et ces marges des manœuvres puissent réagir de la sorte. C'est tout à fait normal. Comment expliquez-vous le fait qu'il y a dans l'opinion publique des intellectuels, des hommes des grandes qualités, des députés et des libres penseurs qui doutent profondément et pensent que le gouvernement est entrain de vendre du vent ? Si ceci est peut être dit de cette manière, comment pouvez-vous expliquer ce doute ?

**AK**

Je vous l'explique de manière simple. Nous sommes dans un pays qui applique l'économie extravertie. Ce qui veut dire que nous exportons des produits miniers, des bois et des produits pétroliers. Tous ces produits sont exportés de manière brute. Nous importons de l'eau, du poisson, de la viande et des produits de base que nous pouvons produire ici. Nous importons des produits pétroliers raffinés et quelques machines sophistiquées. Où est l'intelligence d'un peuple qui acquiert de manière difficile les devises ? Et tout ce que l'on fait est de dépenser pour des choses qu'on peut produire localement. Je vais vous dire une autre chose. Le Fond Monétaire International (FMI) nous donne de temps en temps de l'argent. Vous savez pourquoi ? C'est pour nous apporter un appui budgétaire afin de pouvoir acheter des produits qui nous viennent de l'extérieur en nous endettant et en reculant notre capacité de pouvoir payer. Ça, c'est le fait qu'il faut dire aux congolais. La question est de savoir pourquoi cet argent qu'on voit difficilement et qu'on utilise pour importer des biens dont nous avons la capacité ici d'investir dans la production locale. Il y a une réponse. Regardez la cartographie des acteurs économiques de la FEC. Vous allez comprendre toute la question. Nous sommes dans une situation où on nous pille de manière intelligente. Mais il faut avoir le courage de le dire. On nous pille parce qu'on n'a pas voulu qu'on nous pille mais parce qu'il y a un conflit permanent entre les politiques et les opérateurs économiques. A partir du moment où nous sommes dans cette relation incestueuse, c'est très difficile de faire appliquer la règle. Nous avons des opérateurs économiques qui ont un pouvoir qui n'est pas celui du gouvernement de manière tout à fait réelle. On a vu dans ce pays des opérateurs qui, dans leur représentation, sont arrivés à insulter un premier ministre. Malheureusement, c'est la réalité de notre pays. On doit être en mesure de la reconnaître. Au-delà de tout ça et après un temps, il y a un citoyen qui lui est complètement incolore. Il a le droit de dire la vérité. La bataille d'aujourd'hui est la bataille des chiffres. Ce qu'il faut dire est : quelle est la structure qu'il faut ? Qu'est-ce que les opérateurs économiques payent aux fiscaux ? Il y a des gens qui bavardent beaucoup mais ils doivent regarder leur situation fiscale. Quel est le rapport entre la hauteur de ce qu'ils font comme activité et de ce qu'ils payent à l'État. Et vous allez vous rendre compte que le débat va beaucoup plus loin.

**WAK**

Quelle frontière mettez-vous entre le contrôle légitime de l'espace économique du pays et la destruction du climat des affaires ?

**AK**

Je disais à un étudiant qui était avec moi que le climat des affaires est une notion de faible. L'attractivité d'un pays est liée au simple fait qu'il vous donne des avantages pour que vous puissiez venir les violer. C'est inacceptable. Les pays les plus importants ne se battent pas

pour le climat des affaires mais plutôt pour la compétitivité : à combien de temps, je me déplace d'un point A à un point B ? A combien de temps, je commande une marchandise ? A combien de temps, je commence à opérer ? Voilà ce qui est plus important. Ce sujet du climat des affaires est un indicateur dont la France n'a pas besoin. Les États-Unis n'en parlent même pas. Je ne vois pas pourquoi on n'en aurait besoin. Le climat des affaires veut dire que aller vous couchez et entendez ce que j'ai à vous dire de faire. Pour moi, ça ne doit pas continuer comme ça. Or c'est à quoi on doit se battre, c'est la compétitivité. Quelle est notre capacité à créer de la valeur sur le continent pour être en mesure d'avancer ? Vous savez qu'aujourd'hui, nous sommes propriétaire de la plus grande réserve de cobalt. Par rapport à ça, quelle est notre stratégie ? A quel moment, on peut produire des produits à valeur ajoutée sur la chaîne ? A quel moment, le monde dépendra de nous de manière effective des produits à haute valeur ajoutée ? C'est des questions qu'on doit se poser. On vous dit par exemple qu'on a installé à Kigali une petite raffinerie de 15 millions USD. Or, cette somme est l'argent que les gens se tapent et détournent ici très aisément sans que les gens se posent la question. Et des petites unités comme cette raffinerie rwandaise, on peut en avoir par semaine une dizaine dans notre pays. Je crois aussi qu'on doit être sérieux comme pays. Si on veut être un pays, on doit respecter la règle qui n'est pas fait pour être contournée. La règle est pour tout le monde.

**WAK**

Je reviens encore sur cette question. Mais je la pose autrement. Le gouvernement a-t-il les moyens de cette politique qu'il vient d'entamer parce que ce n'est pas seulement un coût d'humeur momentané ? Quel est en réalité le fondement de la pérennisation de cette décision ?

**AK**

Avant tout, qui est le porteur de ces devises que les gens gaspillent ? C'est l'État congolais. Le FMI n'y prête pas aux individus. Il prête plutôt à l'État puisque c'est celui-ci qui s'endette. L'intelligence économique aurait voulu que nous dépensions en importation que ce que nous gagnons en exportation pour qu'il ait équilibre. Si nous sommes en permanence en déséquilibre et on continue toujours à nous donner de l'argent, il sied de poser la question de savoir quel est l'intérêt de celui qui continue à donner l'argent. Le seul responsable de cette situation est l'État congolais et non les opérateurs économiques

**WAK**

Est-ce que l'État congolais a les moyens de sa politique ?

**AK**

C'est donc l'État qui détient ses moyens et a la capacité de décider sur comment il les alloue. Moi, ce que je peux donner comme Conseil au gouvernement est qu'au lieu d'avoir les importations des viandes, aiguilles, papiers, carreaux et autres, il faut qu'on décide de passer de 30 à 100 productions locales. C'est comme ça que tous les pays du monde se sont développés en se donnant une politique de développement d'économie domestique. Je vois certainement qu'on en parle de plus en plus. J'ai rencontré dernièrement le ministre de l'industrie qui m'a parlé d'un plan d'industrialisation. Mais je pense qu'il faut aussi parler du plan d'électrification du pays. Cependant, il est donc important de se doter de ce plan dont on parle depuis des longues années. Il s'agit d'un plan stratégique du développement qui

déterminera les axes stratégiques du gouvernement. Aujourd'hui, nous avons des gens qui viennent parce que le pays est favorable a une situation bien déterminée et bénéficient des cadres d'accords spéciaux dont le cadre des investissements. Dès qu'on arrive à 5 ou 7 ans de la fin de leur accord, ils ferment et partent. Vous vous rendez compte que ça va du petit commerce jusqu'à la grande industrie. C'est pourquoi je dis que nous devons être un pays avec une intelligence collective partagée. Et pour cela, il faut mettre à la place publique l'information économique. Il n'est pas logique que l'on cache les choses qui sont du domaine public. Il est important qu'on sache qui fait quoi ? En quelle qualité ? Et de quelle manière ?

**WAK**

On reste toujours sur les questions des prix. Là, c'était pour les produits surgelés. Et le coût à voir à la baisse concerne aussi les billets d'avions. Qu'est-ce que vous en pensez ? Est-ce que c'est possible ?

**AK**

C'est possible lorsque la question de la transparence est mise sur la table. Il faut juste regarder les choses importantes. L'étude des 1000 km parcouru en l'air entre chez nous et chez les voisins va permettre de se rendre compte que nous avons un problème. Et là il faut aller en détails et regarder les charges que nous mettons dans les billets. Et dans la lecture des documents que j'ai faite sous mes yeux, il y a des choses dont l'Etat était responsable lui-même de les élaguer. Bien sûr qu'il y a des choses qui relèvent de la manière dont les entreprises gèrent les choses et devaient leurs permettre de passer à autre chose. Et une fois de plus, nous revenons sur la même situation. C'est celle de la concurrence. Je pense qu'il est important pour nous de se doter d'éléments d'attractivité qui permettent aux investisseurs de venir chez nous.

**WAK**

Je vais poser une autre question. La majeure partie des revenus de notre État provienne de la fiscalité. L'État prend un pourcentage sur l'activité économique. Ce qui lui permet de constituer un budget et de fonctionner. En même temps, quand l'État élague un certain nombre des taxes qui interviennent dans les prix. L'État se prive lui-même les moyens. Alors, comment l'État va faire face à ses obligations tout en se privant les moyens et en élaguant certaines taxes dans la structure des prix ?

**AK**

Il y a une illustration très simple dans ce pays. Il y a une société qui s'appelait Télécél. Pour avoir un téléphone, il fallait presque avoir 1000 USD et la communication était de presque 1 USD la minute. Mais on a décidé de baisser le prix en allant du GSM pour 250 USD pour l'avoir et la communication est passée à 10 cent. La comparaison est tout à fait faisable aujourd'hui. Vous vous rendez compte que nous sommes passés des 40 000 personnes à des dizaines des millions des personnes qui sont utilisatrices des services. Et la fiscalité sur le plus grand nombre est toujours la chose la plus importante. Et je parle ici de ce qu'on appelle l'inclusion économique avec l'inclusion financière.

**WAK**

Donc, il faudra augmenter le nombre des opérateurs ?

**AK**

Il faudra augmenter les consommateurs. Et pour ce faire, il faut pouvoir baisser les prix. Ce qui va permettre aux gens de pouvoir consommer les prix. Plus il y a des gens qui consomment les produits, plus il y a de l'emploi qui se crée.

**WAK**

Toujours dans le cadre des produits surgelés, Il y a une entreprise qui a pris le pied contre FEC. C'est l'entreprise EGAL qui dit que le calcul fait par le Ministre de l'Économie Nationale élaguant toutes les incohérences n'ont fait l'objet d'aucune contestation par les opérateurs lors des concertations. EGAL s'insurge contre la prise de position de la FEC aujourd'hui. En disant même que ce n'est pas possible. Nous avons convenu et vous n'aviez pas contesté sur le coût. Mais aujourd'hui vous levez contre. Donc dans le domaine de l'économie, nous pouvons compter aussi sur cette contradiction entre les opérateurs ?

**AK**

Je pense que toutes les contradictions sont faciles à élaguer à partir du moment où on met les chiffres sur la place publique puisqu'il s'agit du domaine public et des choses qui concernent nous les consommateurs. Je pense que la transparence est la chose la plus importante.

**WAK**

Donc en étant communiqué dans un compte rendu un certain nombre des mesures même si elles ne sont pas d'application, le Gouvernement a fait preuve de transparence, selon vous ?

**AK**

Je pense que oui. Et le gouvernement doit aller encore beaucoup plus loin en mettant tous les chiffres sur la place publique. Il n'y a rien de caché en ce qui concerne la gouvernance. Et c'est pour cela qu'on parle de la gouvernance ouverte. Les gens qui parlent de la bonne gouvernance évoquent juste une partie de ce qu'est la gouvernance ouverte car la gouvernance ne doit pas être fermée. Le citoyen doit avoir accès aux informations, le citoyen doit savoir à qui il paye ses taxes. C'est pourquoi j'insiste sur le fait que lorsque les gens disent que Dangote est l'homme noir le plus riche du monde, on sait vous dire où se trouve son argent : dans les banques, les entreprises, les activités productrices. Et aujourd'hui, la transparence veut que l'on sache lorsque les hommes politiques arrivent au pouvoir, avec quoi ils emmènent, ils partent avec quoi ? Que cette transparence doit faire partie de notre habitude de tous les jours. Et il est de la même que lorsqu'un opérateur économique importe un bien, on doit savoir d'où vient ce produit et ça coûte combien. Donc, on doit être transparent. Et je crois qu'aujourd'hui, la FEC n'est pas nécessairement dans le fait qu'on mette ses réalités à nue mais on aurait parlé avec un ton d'autorité. N'oublions pas que oublier que l'Etat c'est l'autorité publique. Et les opérateurs économiques doivent rester à leur place et écouter ce qu'on leur dit. Un pays n'est pas dirigé par les hommes d'affaires mais les hommes politiques.

**WAK All Kitenge,**



vous avez publié un ouvrage important intitulé “Sine qua non afin de déraciner la corruption”. Ce livre est aujourd’hui en train de devenir en réalité un mouvement de conscience.

**AK**

En fait, nous avons écrit ce livre parce que pendant très longtemps nous nous sommes occupé de lutter contre la corruption. Et on a vu qu’après 60 ans d’indépendance, on n’est pas arrivé à en sortir. Mais nous avons mis aujourd’hui en place un logiciel intelligent qui permet d’aller à la racine de la corruption et la sortir de notre système. La corruption est le plus grand destructeur de la prospérité. On ne peut pas cohabiter avec. Il y en a un peu plus, un peu loin, Il faut arriver à en sortir complètement. À la garder sous surveillance. Et j’ai développé deux sous titres fondamentaux dans le livre. J’en ai offert au Chef de l’État, un au Premier Ministre et aux deux présidents des deux chambres du parlement. Je le dédicace à celui qui le demande. Je crois seulement que ce livre est une nouvelle façon de penser face à la corruption. Mais en parallèle, nous avons créé un mouvement qui est constitué des intègres. Déjà, il y a des gens qui sont bons et qui disent que ce pays mérite que nous nous conduisions comme des êtres humains qui nous respectons les règles.

**WAK**

Revenons un peu sur votre logiciel. On dit que la corruption est aussi vieille que le monde. Et que les hommes sous toutes les latitudes goutent à ce fruit défendu. Comment pensez-vous déraciner ce qui est apparemment lié à la nature humaine ?

**AK**

C’est très simple. Nous avons fait l’étude préliminaire, celle de savoir ce qui se passe avec la corruption. La corruption bénéficie à une catégorie des personnes. Et il y a une catégorie des personnes qui est la plus grande perdante. Dans toutes les stratégies de lutte contre la corruption qu’on a mis en place jusqu’à présent, on pense que ceux qui bénéficient de la corruption devraient mettre en place des dispositifs pour la faire reculer. Mais on a vu tous les grands échecs dans notre pays et dans beaucoup d’autres pays. Nous, nous avons renversé le logiciel. Nous avons dit que la victime de la corruption devrait prendre la batille en jeu. Et nous avons dit que pour l’État, d’un pays comme le nôtre, devra mettre la main dans la poche. Et nous avons mis en place un dispositif qui non seulement coûte moins au budget, peut remettre la taille du budget congolais à la hauteur de son programme et à la hauteur de ses capacités.

**WAK**

On multiplie aujourd’hui beaucoup des structures autour du Président de la république. Il y a une Agence de Lutte contre le Corruption (APLC). Est-ce que des structures comme celle-ci peuvent déraciner la corruption ?

**AK**

Ces structures sont des structures institutionnelles et peuvent devenir des instruments de l’État être en mesure de mettre en application une certaine vocation. De mon point de vue, la vocation doit naître des perdants de la corruption. D’ailleurs, on le remarque très bien. L’organisation internationale “Transparency International” ne tient pas de l’État mais c’est un

mouvement de pression qui est constitué des citoyens qui ont décidé un moment donné de ne plus continuer avec la corruption. Regardez un pays comme la Norvège qui fonctionne très bien. C'est un pays scandinave où l'on peut se rendre compte que la moralité protestante est la vibre réelle qui détermine la qualité des citoyens et impose une certaine gouvernance. Et je pense que c'est de cette inspiration que nous tirons la valeur réelle des choses et de la nouvelle façon d'agir dans un pays pour que les choses changent. Est-ce que vous trouvez logique que nous soyons nous-même colonisateurs de nos propres frères qui sont dans les milieux ruraux ? Est-ce que c'est logique que 80 % du budget de l'État soient gaspillés sur 20 % des personnes vivant dans le milieu urbain ? Et nous savons tous que 80 % de nos populations vivent dans les milieux ruraux. Donc, il y a quelque chose qui ne marche pas.

**WAK**

Mais le grand arbitrage est fait par vous les intellectuels.

**AK**

J'ai écrit cet ouvrage pour être en mesure de questionner les intellectuels. Et vous avez lu mon livre. C'est ce que j'attends que nous ayons un jour une discussion entre intellectuels sur cette question posée dans mon livre. J'ai eu quelques discussions avec quelques personnes. Un monsieur m'a dit qu'il est troublé par ce qu'il est en train de lire.

**WAK**

Nous reviendrons avec vous sur ce livre. Il s'agit essentiellement d'un aperçu. Nous irons étape par étape et on pourra consacrer toute une émission à cet ouvrage. Mais je reviens à vous parce que vous êtes un observateur de l'économie. Notre gouvernement avance certaines mesures qui font baisser les prix et il a pris d'autres mesures lors d'un Conseil des ministres afin d'inverser la tendance de la dépendance sur les importances. Il y a donc 11 mesures qui concernent 38 produits. J'aimerais un peu avoir votre commentaire sur ces mesures. Puisque vous savez que quand il y a des réformes structurelles de puissance à l'intérieure du gouvernement, elles ne doivent pas être spectaculaires mais quand-même structurelles. Donc, il faut que ceux qui comprennent les choses puissent les amener à la consommation générale. Quelle est votre lecture de cette inversion générale ? Est-il possible ?

**AK**

Elle est tout à fait possible. Il se pose seulement une petite erreur de casting. Le pilotage de ces mesures est au niveau du ministère du commerce extérieur qui représente la porte de sortie. Le plan arbitre devrait être le ministère des finances car celui qui a la caisse de l'État et les devises de l'État. Il devait décider d'une liste blanche et d'une liste noire. Les produits que nous n'importerons plus jamais. Il est ridicule et insensé d'être un pays qui importe de l'eau alors que nous avons de l'eau. Il est aussi ridicule et insensé d'importer de la viande du Brésil alors que nous avons du bétail qu'on peut valoriser. Il est aussi ridicule et insensé de continuer à importer du poisson alors que cet argent pourrait servir pour exploiter les lacs poissonneux que nous avons. Moi, ce que j'ai envie de dire au gouvernement est que c'est le ministre des finances qui doit dire au ministère du commerce extérieur si vous voulez importer, voici la liste des biens qui sont sur la liste positive et la liste négative. Et s'il décide, on va avoir ici des opérateurs qui vont commencer à faire de la production puisque vous savez qu'il n'est pas logique d'importer la tomate alors que nous pouvons la produire ici. D'ailleurs, ce que nous

produisons est bien. Et les gens qui importent savent très bien qu'ils peuvent produire ici. Je voudrais dire une chose. Ces gens importent pour une bonne raison. C'est pour eux une manière d'exporter les devises vers les sociétés extérieures dans lesquelles ils sont bénéficiaires. C'est pourquoi la plupart des entreprises ici ne font pas des bénéfices parce qu'elles les font à l'étranger.

**WAK**

Alors, comment un pays comme la RDC peut se sortir de ce que moi j'appelle engrenage. C'est que si une économie est basée sur l'importation, c'est que les importateurs sont si puissants que la classe politique. Ils leur mangent dans la main. Comment espérez-vous qu'on peut sortir de cette situation ?

**AK**

Il nous reste un acteur fondamental. C'est le consommateur.

**WAK**

Éts-ce qu'il est organisé ? A part se libérer par la colère pour casser des choses.

**AK**

C'est pourquoi je l'ai appelé consom-acteur. Vous savez dans le livre de l'économie, on nous apprend que quand vous avez l'argent, vous avez le pouvoir d'achat. Il n'y a pas une grande idiotie plus que cela. En fait, quand vous avez l'argent, vous avez le pouvoir d'investir. Et ça, on ne veut pas nous le dire. A un enfant de 6 ans aux Etats-Unis, on lui apprend ce que sait l'éducation financière, donc on lui dit qu'il faut savoir garder son argent pour investir demain. Mais ici chez nous, on apprend savoir dépenser l'argent. De plus en plus, le travail est à éveiller le congolais sur cette capacité et cette importance à investir. Vous êtes certainement au courant que nous avons mis en place une série des supermarchés. Nous avons commencé par un qui est créé grâce à l'argent des congolais pour vendre des biens que nous consommons dans des supermarchés. Les gens n'auront le complexe d'aller acheter un produit dans un supermarché. Ce qu'on fait est que nous créons des supermarchés dans endroits sains. Lorsqu'on aura les 50 supermarchés déployés dans la ville, nous allons changer des règles. Ce que nous essayons de faire aujourd'hui est de dire qu'avant que l'État ne commence à comprendre que le pouvoir du consom-acteur n'est pas du pouvoir d'achat mais c'est du pouvoir d'investir.

**WAK**

Pour terminer, je voudrais revenir sur le concept que vous venez d'évoquer. Le concept de consom-acteur. Dites-nous, comment on le devient ? Quelles sont les conditions pour devenir un consom-acteur ?

**AK**

Premièrement, c'est décider de ce qu'on achète. Quand vient le moment de décider, qu'on achète congolais. Il faut être fier d'acheter congolais que le pays produit parce que lorsque vous achetez des biens importés nous payons les salaires des autres et nous faisons développer

les pays de l'autre côté. Ce n'est pas raisonnable pour un citoyen de se retourner vers les politiciens pour quémander les emplois. Mais lorsque vous avez l'argent et au lieu de financer les emplois ici, vous financez les emplois à l'extérieur. Donc, le premier principe pour devenir consommateur est de devenir des responsables de l'argent que vous détenez.

***WAK Monsieur All Kitenge,***

nous terminons cette émission. Mais je vais revenir à la question principale. Et je vous pose maintenant la question de foi. Êtes-il possible que dans les jours qui viennent que nous puissions vraiment assister à l'achat par exemple d'un carton de poulet à 10 USD tel que ça était dit dans le compte rendu du gouvernement ? Pouvons-nous maintenir cette position ou doit-on reculer parce qu'elle est tria liste ?

***AK***

La question est bien posée. Et la réponse doit être droite. Nous avons l'obligation d'offrir aux congolais les vrais prix. On n'a pas non plus le droit de voler les opérateurs économiques. Que la transparence tranche. Donc aujourd'hui, j'espère qu'en pensant que le ministre de l'économie qui a osé mettre les chiffres sur la place publique et est responsable de ces chiffres, et si cela a été discuté au gouvernement, le gouvernement n'a pas le choix que d'avancer et de nous démontrer qu'il avait raison. Je suis consommateur. Je suis comme vous. Il y a des gens qui ont un pouvoir moindre que le mien. Aujourd'hui, ce que je voudrais dire est que leur argent corresponde à une véritable puissance en termes d'acquisition des biens et services. Aujourd'hui, les opérateurs qui pensent qu'ils vont perdre doivent regarder à combien de temps ils nous ont volé. S'ils devaient regarder ça, ils devront dire alignons-nous à la réalité. Je crois simplement que la seule chose qui puisse nous guider est la transparence. Je souhaite donc qu'on ne vole personne ni les citoyens ni les opérateurs économiques. C'est ce qu'on appelle commerce équitable.

***Propos recueillis par William Albert Kalengay.***

***Texte retranscrit par Djodjo Mulamba***